

DÉCOUVERTE

Comprendre un pays, une ville, une région, une organisation

DJIBOUTI LES PILIERS DU FUTUR

Malgré une nature exigeante et un environnement complexe, le pays a su bâtir un projet ambitieux de développement, tout en assurant la paix et la stabilité. Zones franches, industrialisation, énergie, digital... Aujourd'hui, une nouvelle phase s'ouvre.



Une ouverture vers le grand large

Depuis 1999 et l'élection du président Ismail Omar Guelleh, Djibouti a su s'inscrire dans une perspective d'émergence forte. Et s'appuyer sur une position géostratégique unique. La mise en œuvre de sa Vision 2035 implique la diversification de l'économie pour soutenir la croissance à long terme.

par **Zyad Limam**

C'est comme un voyage dans le temps. Ici, sur la pointe est de l'Afrique, face à la mer Rouge et à l'Arabie, on se sent comme projeté aux origines du monde, entre les failles sismiques, les banquises de sel, les fonds marins inépuisables... La terre de Djibouti vient de très loin, de la nuit des temps, et pourtant Djibouti est aussi l'un des pays les plus jeunes de la planète. En juin prochain, la République fêtera ses 45 ans d'indépendance. En moins d'un demi-siècle, malgré une nature aride et exigeante, malgré un environnement géopolitique complexe, le pays

a su s'inscrire dans une perspective d'émergence. Une superficie de 23 200 km², une population aux alentours de 1 million d'habitants, moins de 1 000 km² de terres arables (soit 4,31 % de la superficie totale) et des précipitations moyennes de 130 millimètres par an... Et pourtant, dans ce contexte particulièrement adverse, Djibouti aura su se faire une place sur la carte du monde. Une cité-nation est née, et entre les collines sèches et le bleu de la mer, une ville ouverte sur le monde s'est développée, avec ses immenses grues portuaires, ses nouveaux quartiers d'affaires, ses hôtels de luxe, ses



banques qui travaillent avec toute la sous-région. Avec sa forte tonalité stratégique-diplomatique aussi, les bases militaires étrangères (Chine, États-Unis, France, Japon) et les imposantes ambassades. Il a fallu tout d'abord dépasser les fragilités et les fractures liées à l'héritage colonial, au découpage des frontières. Tout au long des années 1990, il a fallu négocier pour obtenir la paix intérieure et mettre fin au conflit entre le gouvernement et les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). Sous l'impulsion d'Ismaïl Omar Guelleh (IOG), élu président en 1999, successeur

d'Hassan Gouled Aptidon, les accords de paix sont signés en 2001. Ils mettent définitivement fin à cette déchirure fratricide. Et la nation djiboutienne peut alors réellement se construire, patiemment, en tissant des liens entre communautés, entre Afars, Issas, minorités yéménites... Ce tissage est fragile, sensible aux impacts des crises régionales. Pourtant, ça tient, les métissages s'accroissent, l'idée d'une communauté d'intérêts et d'histoires s'installent. Cette construction nationale est une véritable conquête, et sans la définition de ce pacte national, rien n'aurait été véritablement possible.

Le terminal
pétrolier
de Doraleh.

L'ensemble de ce spectaculaire complexe logistique et portuaire devrait conférer un avantage compétitif particulièrement durable vis-à-vis des possibles concurrents de la sous-région.

À partir de 2001, le chantier «émergence» change alors de vitesse et de dimension. En s'appuyant sur une position géostratégique unique au monde, à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, sur le corridor qui mène au canal de Suez, sur une voie maritime stratégique, l'une des plus fréquentées du monde. Parallèlement, la République s'impose comme l'un des débouchés naturels de sa région, en particulier comme la porte d'entrée maritime d'une Éthiopie en pleine croissance économique. En s'appuyant sur cette double donnée naturelle et stratégique, Djibouti va construire, en moins de vingt ans, une plate-forme logistique et portuaire de première importance. En 2008, c'est l'inauguration, en partenariat avec DP World, du port à conteneurs de Doraleh. En 2016, les premiers trains de la nouvelle ligne de chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba se mettent en branle. En 2017, c'est l'inauguration du Doraleh Multipurpose Port (DMP). Et celle du port de Tadjourah. En 2018, c'est l'ouverture de la première tranche de la zone franche la plus importante d'Afrique (Djibouti International Free Trade Zone, 4800 hectares et un investissement de 3,8 milliards de dollars). Au fil des années, Djibouti s'impose comme la plate-forme entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe. On est bien loin de la première ambition, celle d'être uniquement une zone de stockage ou d'importation. Il s'agit alors de s'orienter vers un plan nettement plus ambitieux, le transit intercontinental, la réexportation, les activités connexes comme le bunkering ou la réparation navale, la mise en place d'industries liées à l'activité portuaire et la free zone. Une «constatation» qui provoque, au fond et finalement, la rupture avec DP World, le géant dubaïote arc-bouté sur ses intérêts et soucieux avant tout de préserver ceux de Jebel Ali, son port d'attache.

Djibouti, comme tous les pays de la planète, aura particulièrement souffert de l'impact de la pandémie de Covid-19. Mais le choc aura été mieux absorbé que prévu. La croissance est restée légèrement positive en 2020. Et devrait se maintenir dans le «vert» pour 2021 et 2022. La «Vision 2035», stratégie à long terme portée par le président Ismaïl Omar Guelleh et son gouvernement, devrait soutenir la croissance

et les investissements. On pense en particulier au développement du complexe de Damerjog, fer de lance de l'industrialisation du pays. Prévu sur une période de quinze ans, le projet prévoit en particulier la mise en place d'installations pétrochimiques, destinées à couvrir les besoins de toute la sous-région. Demain, ce sera le gaz, les industries métallurgiques, les chantiers navals...

Enfin, et on en aura beaucoup parlé, Djibouti est l'une des places fortes de l'immense plan chinois des nouvelles routes de la soie. Et Pékin aura investi massivement (près de 15 milliards de dollars depuis 2012). Le géant China Merchants Group a pris une position minoritaire dans la holding portuaire de Djibouti et s'est fortement engagé dans la rénovation complète de l'ancien port de Djibouti-ville et le développement d'une *business city* adossée au port rénové. L'ensemble de ce spectaculaire complexe logistique et portuaire, de Doraleh à la ville, devrait conférer un avantage compétitif particulièrement durable vis-à-vis des possibles concurrents de la sous-région.

UN PROGRÈS RÉEL

Au-delà des ports, les opportunités sont réelles. La privatisation engagée de Djibouti Télécom devrait booster l'activité numérique et de services en s'appuyant sur l'infrastructure des huit câbles sous-marins internationaux qui «atterrissent» en ville. Soutenue par une monnaie stable et librement convertible, Djibouti-ville pourrait aussi s'imposer comme la place financière de la sous-région. Les énergies renouvelables pourraient également devenir une source de croissance, avec un potentiel géothermique, solaire et éolien. Le tourisme enfin, avec ses spectaculaires fonds marins, les lacs de sel, les golfes et le désert.

Les performances économiques des vingt dernières années, les investissements locaux ou étrangers, la création d'infrastructures portuaires et logistiques de premier rang auront permis de multiplier par six le PIB du pays et par cinq le revenu par habitant. Une classe moyenne est née et se consolide. L'effort a joué aussi sur l'eau, l'électricité (60 % de la population raccordée), l'éducation. En 1999, Djibouti n'avait pas d'université. Aujourd'hui, le pays compte près de 10 000 étudiants. Le progrès est réel, mais



la route est encore longue. La démographie et la jeunesse du pays mettent la pression sur l'appareil économique et social. La lutte contre la pauvreté, et pour une inclusion plus active des régions dans le développement, reste une priorité nationale. Le taux de pauvreté, en particulier hors de la capitale, demeure trop prégnant. Et le chômage touche encore plus ou moins directement aux alentours de 45 % des actifs. Il faut donc investir plus, créer davantage de richesses nationales, dégager des marges d'investissement dans le secteur social, promouvoir la valeur ajoutée locale, développer un secteur privé national suffisamment actif pour entraîner à son tour la croissance, générer des emplois et des opportunités.

UN HABILE ÉQUILIBRE

Beaucoup diront que dans ce processus d'émergence complexe et rapide, Djibouti aura été mis sous tutelle de la Chine, que la dette est devenue incontrôlable. Ou que le pays est soumis à la pression d'autres grandes puissances, comme les États-Unis ou la France. Pourtant, Djibouti a su et sait jouer de ses marges de manœuvre, en maintenant un équilibre habile entre tous ses partenaires et ses bailleurs, et en s'appuyant sur son rôle stratégique sur le détroit de Bab el-Mandeb et la sécurisation du commerce international.

Ainsi qu'en assumant ses obligations et son devoir dans le domaine humanitaire. La République est incontournable pour la stabilité de la région.

Cette diplomatie globale est un impératif de survie pour le pays. De par la taille modeste de son marché intérieur et de par ses choix stratégiques, Djibouti reste une économie particulièrement extravertie, soumise aux aléas de la conjoncture internationale et aux secousses géopolitiques. Plus que la crise du Covid, les changements dans le commerce mondial ou les impératifs de réformes internes macroéconomiques, la crise éthiopienne, la quasi-guerre civile qui secoue ce géant de 110 millions d'habitants, représente évidemment le défi majeur pour la République. Djibouti a besoin d'une Éthiopie unie, stable, en paix. Et d'avoir un corridor ouvert et sécurisé entre le port et Addis. La crise a un impact direct sur les volumes commerciaux, sur la croissance, et avec un risque possible de débordement du conflit au-delà des frontières. Pour Djibouti, il s'agit d'un véritable test de résilience, de cohésion nationale. Et d'adaptation stratégique. Pour le président Ismaïl Omar Guelleh, il faudra à la fois tenir, agir, sécuriser et préparer demain. C'est le sens de la diversification économique du pays, de la mise en place de nouvelles activités, d'une ouverture encore plus déterminée vers le grand large. ■

Le chef d'État Ismaïl Omar Guelleh a été réélu pour un cinquième mandat en avril 2021.



Ahmed Osman

Gouverneur de la Banque centrale de Djibouti (BCD)

« Nous devons compter aussi sur nos propres forces »

Malgré les impacts de la pandémie de Covid-19 et de la crise éthiopienne, le pays peut s'appuyer sur un cadre macroéconomique stable et porteur.

AM: L'économie du pays semble résister mieux que d'autres aux impacts de la pandémie de Covid-19. Les objectifs de la Vision 2035 sont-ils toujours d'actualité?

Ahmed Osman: L'économie djiboutienne s'en est plutôt bien tirée en enregistrant une légère hausse de 1,2 % du PIB en 2020. La perte de 5,4 points de pourcentage en matière de croissance par rapport à 2019 montre toutefois que le pays n'a pas été épargné par les conséquences du Covid-19 sur le plan économique, mais également sur le plan social. Les importantes mesures de soutien prises par le gouvernement, dans le cadre d'un plan national de riposte à la pandémie, avec l'appui des partenaires internationaux et la forte mobilisation de la société civile et du secteur privé, ont permis de soulager les populations tout en soutenant l'économie et la croissance.

Les objectifs de la Vision 2035 demeurent plus que jamais d'actualité, en particulier dans la configuration actuelle du contexte régional et de la pandémie. Un second Plan national de développement (PND) sur la période 2020-2024 a été initié, à la suite du précédent plan quinquennal 2015-2019, premier instrument pour l'opérationnalisation de la Vision 2035. Ce chapitre 2015-2019 a permis la réalisation d'importants progrès: accélération de la croissance économique, réduction de la pauvreté, amélioration des indicateurs sociaux, construction d'infrastructures modernes (corridor routier ralliant la sous-région, ports, chemin de fer, adduction d'eau, etc.).

Le nouveau plan quinquennal de développement est parfaitement aligné à l'Agenda mondial 2030 et à l'Agenda africain

2063. Il vise à consolider et à renforcer la transformation structurelle et la diversification de l'économie djiboutienne, dans l'objectif de tripler le revenu par habitant et de créer suffisamment d'emplois pour ramener le taux de chômage à moins de 10 % à l'horizon 2035.

Quel est l'impact de la crise éthiopienne sur les équilibres financiers et économiques du pays?

La communauté d'intérêt et de destin qui lie l'Éthiopie et Djibouti est séculaire. Le modèle d'intégration entre nos deux pays est un exemple pour le reste de l'Afrique. Dans cette configuration, toute instabilité en Éthiopie impacte l'activité économique nationale, et notamment la chaîne de transport logistique, pilier de notre modèle de croissance. Avec la crise actuelle, nous avons observé une baisse de l'activité portuaire de l'ordre de 20 %. Si les troubles persistent et gagnent en intensité, Djibouti sera affecté, mais également tous les autres pays de la sous-région.

L'Éthiopie demeure et demeurera une nation amie, un partenaire économique incontournable et privilégié, sans pour autant être l'unique option. Nous devons compter sur nos propres forces aussi. Les investissements massifs en matière d'infrastructures, la création de vastes zones franches et de parcs industriels concourent à la transformation d'un hub logistique, commercial et financier régional – voire continental, avec le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Les valorisations des importantes ressources potentielles dans les domaines de la pêche, du tourisme, de l'industrie légère de transformation,

des énergies renouvelables, etc. sont autant de niches pour diversifier les sources de revenus et soutenir notre croissance.

Djibouti fait partie des pays particulièrement menacés par les conséquences du réchauffement climatique.

Quelles conclusions faites-vous de la COP26 ?

Les conséquences du réchauffement climatique constituent une réelle menace pour le développement de nos pays. La bonne nouvelle concernant la COP26, c'est que l'on est parvenu à un consensus sur les actions clés pour faire face. L'autre bonne nouvelle, si je puis dire, c'est l'obligation de respecter la promesse faite par les pays développés, lors des accords de Paris, de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour les pays en développement. Mais la question de la réalité de ce financement demeure toujours pendante. C'est la problématique récurrente, même si les fonds nécessaires sont pourtant présents dans l'économie mondiale. À ce facteur s'ajoutent les coûts élevés liés aux conséquences du réchauffement climatique déjà encourus, la baisse de l'aide publique au développement en direction du continent et l'augmentation des niveaux d'endettement. Une partie de la solution se trouve aussi chez les pays émergents eux-mêmes avec l'amélioration des cadres nationaux de gouvernance économique et financière, la mobilisation des ressources intérieures, les financements privés et le développement des secteurs financiers.

La dette représente plus de 70 % du PIB. Et 60 % serait due à la Chine. Certains analystes évoquent le risque pour Djibouti de devenir un comptoir commercial, logistique et militaire de Pékin.

La dette contractée et garantie par l'État est passée de près de 50 % du PIB en 2014 à 74 % en 2020. Sur un plan structurel, il s'agit pour une large part de l'endettement extérieur d'entreprises publiques garanti par l'État et lié aux investissements. Nous estimons que les enjeux, en matière de croissance et de développement, valent largement les risques pris. Certains pays s'endettent parce qu'ils font face à des difficultés d'ordre budgétaire. Ce n'est pas le cas de Djibouti qui investit dans la construction du pays, les infrastructures (nouveaux ports, routes, chemin de fer, etc.). Ce sont donc des investissements longs destinés à stimuler l'économie et à créer de la valeur ajoutée, en générant des retours suffisants pour couvrir les amortissements.

Aussi, tant que nous avons des projets structurants et rentables économiquement avec des partenaires pour nous accompagner, nous poursuivons nos efforts de construction et de développement. Les seuils fixés par les partenaires internationaux et les autres bailleurs sont des standards indicatifs, et aucunement des limites infranchissables.

Par ailleurs, nous avons en effet d'excellentes relations avec la Chine et partageons des intérêts réciproques, comme avec d'autres partenaires. Ce n'est pas le seul pays à disposer d'une base militaire à Djibouti. Seulement, la Chine fait parler d'elle parce que c'est devenu un acteur économique et commercial incontournable dans le monde, dont la sphère d'influence politique ne cesse de s'agrandir par rapport aux États occidentaux.

Comment des pays comme Djibouti peuvent-ils financer leurs « besoins longs » en infrastructures ?

Les projets qui ont de véritables portées économiques peuvent aisément trouver les financements appropriés. Les projets doivent être adaptés à nos dimensions. Il est impératif que nous disposions de tout l'arsenal réglementaire et juridique approprié pour garantir un environnement des affaires attractif et sain. C'est tout le sens des réformes que nous avons menées, tout au long de ces dernières années, pour nous hisser à des places honorables dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale. Par ailleurs, un fonds souverain a été mis sur pied en 2020 dans le but de financer nos besoins longs en infrastructures. Ce fonds est un instrument crucial pour atteindre les objectifs de développement visés à l'horizon 2035.

Le franc Djibouti est perçu comme une monnaie stable, sûre. Sur quels facteurs s'appuie cette solidité ?

Ce n'est pas juste une perception, mais une réalité vieille de plus de soixante-dix ans. Cette solidité de la monnaie djiboutienne tient au mode de fonctionnement particulier de notre système monétaire en vigueur, et qui date de 1949 ! Le franc Djibouti est indexé au dollar US à travers une parité fixe. Pour maintenir la parité, l'intégralité de la monnaie fiduciaire émise par la Banque centrale est pourvue d'une couverture



Il est impératif que nous disposions de tout l'arsenal réglementaire et juridique approprié pour garantir un environnement des affaires attractif et sain.

proportionnelle en devises. Et avec une couverture en devises largement supérieure à 100 %, la libre et totale convertibilité de notre devise est toujours garantie. Le système contribue à asseoir une stabilité extérieure en même temps qu'une maîtrise de l'inflation intérieure (inférieure à 3 % sur longue période). Et il interdit le financement monétaire des déficits publics, ce qui impose aux pouvoirs publics une certaine discipline budgétaire. Enfin, vis-à-vis des investisseurs, Djibouti n'impose aucun contrôle de change, garantit la libre et totale mobilité des capitaux sous respect strict des dispositifs anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme. ■ Propos recueillis par Zyad Limam

Sur les 6000 unités de logement
construites depuis 1999, 2500 l'ont
été par la Fondation IOG.
Ici, à Djibouti-ville.





PATRICK ROBERT

Les 10 piliers de l'émergence

L'ambition nationale et la réponse aux enjeux du futur s'articulent autour d'une stratégie de développement et de bases solides : paix, sécurité, investissements, diversification, diplomatie... par **Thibaut Cabrera**

1. Une nation en paix

C'est la clé de voûte du projet djiboutien, le centre de l'architecture. La paix intérieure, la cohésion nationale, étape indispensable au développement économique et à l'émergence. Le 27 juin 1977, Djibouti devenait un pays indépendant, héritant des divisions issues de l'ère coloniale. Il fallait d'abord recréer les conditions de l'unité. Le conflit est latent, sur fond d'opposition ethnique entre les grandes communautés afars et issas. Au tournant des années 1990, la guerre civile oppose le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) au régime du président Hassan Gouled Aptidon.

La signature de l'accord entre le gouvernement et le FRUD en décembre 1994 marque une première étape. L'arrivée d'Ismaïl Omar Guelleh (IOG) à la présidence de la République en 1999 permet d'entrer réellement dans le cycle de la réconciliation. Les négociations aboutissent par la signature des accords de paix le 12 mai 2001. Ce concept de la paix «d'abord», la mise en place d'un

accord de gouvernement durable, d'une politique de gouvernance participative, permet de mobiliser Djibouti sur les sujets nationaux de développement socioéconomique. Et de lancer la «Vision 2035» et la stratégie de «hub» commercial qui vont porter le pays.

Les réformes successives permettent la structuration de la vie politique. La mise en place du multipartisme intégral en 2002 et la réforme du mode de scrutin des élections législatives et locales pour y intégrer une dose de proportionnelle en 2011 vont dans ce sens. Réélu lors de la présidentielle du 9 avril 2021, IOG compte poursuivre le programme de développement du pays mis en œuvre au cours des deux dernières décennies.

Cette cohésion nationale, ce sentiment d'appartenance commune à la nation, est d'autant plus précieuse que les enjeux du futur sont particulièrement exigeants : sécurité et stabilité régionale, modernisation économique, promotion des initiatives privées, emplois, inclusivité sociale, jeunesse, consolidation de l'état de droit et de la justice. ■

2. Un pôle de stabilité et de sécurité

Positionné au cœur d'une corne de l'Afrique qui n'a rarement été aussi instable au XXI^e siècle qu'actuellement, Djibouti affirme son statut de pôle de stabilité et de sécurité. L'histoire mouvementée de cette région d'Afrique de l'Est, en proie à différents conflits millénaires et séculaires, ne s'inscrit pourtant pas en ce sens. Les spasmes régionaux dont sont victimes les deux grands voisins djiboutiens, l'Éthiopie et la Somalie, témoignent de cette permanente redondance du conflit. Si le pays se doit de s'assurer une stabilité sans faille, c'est notamment parce qu'il est un carrefour à la croisée des principales routes maritimes mondiales. Gardien du détroit de Bab el-Mandeb, Djibouti maintient l'équilibre entre les puissances régionales et assume ses obligations en matière de sécurité collective. Quatrième passage maritime le plus important au niveau mondial en matière d'approvisionnement énergétique, le détroit est une étape indispensable pour les cargos souhaitant rejoindre d'autres continents.

Dans cette optique de sécurisation, le pays a mis en place une surveillance renforcée qui a permis d'accroître la confiance des puissances étrangères accueillies sur son territoire. En 2017, la Chine y a inauguré sa première et unique base militaire permanente hors de ses frontières. À quelques pas de la base américaine, la France stationne plus de 1 450 soldats au sein de sa plus grande base militaire à l'étranger. Et les présences des bases japonaises et italiennes ainsi que de contingents étrangers sur le territoire

sont autant d'arguments qui confirment l'importance du pays en matière de géopolitique. Ces bases étrangères permettent également à Djibouti de s'assurer du soutien militaire, politique et économique des grandes puissances de la région. Initiée par la France et mise en œuvre par l'Union européenne (UE) à partir de 2008, l'opération Atalante illustre la dimension prise par Djibouti, qui y prend part tout en servant de point d'appui logistique. Cette mission militaire, prolongée en décembre dernier jusqu'à fin 2022, a pour but de lutter contre l'insécurité causée par la piraterie dans le golfe d'Aden et dans l'océan Indien. Plus de 30 pays y contribuent via le déploiement de personnel ou de matériel.

Sur le plan de l'appui humanitaire, Djibouti apparaît comme un maillon indispensable dans la région. En décembre 2020, la Banque mondiale

a approuvé un financement additionnel de 30 millions de dollars afin d'aider les réfugiés et demandeurs d'asile se trouvant sur son territoire. Le pays accueille ainsi plus de 30 000 déplacés, dont une grande partie a fui la guerre au Yémen – près de 20 000 Yéménites sont arrivés à Djibouti entre 2015 et 2017 selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. D'autres ont fui les conflits en Somalie, en Érythrée et, de manière croissante, en Éthiopie. Par ailleurs, l'engagement pris par IOG avant son arrivée à la tête du pays («Nourrir, soigner et éduquer») ne s'adressait pas uniquement à ses compatriotes. Pour preuve, 20 % des consultations médicales de Djibouti-ville concernent des réfugiés et des migrants. Et les mineurs sont pris en charge par les établissements scolaires et bénéficient de kits de fournitures et de repas quotidien – un traitement équivalent à ceux des enfants du pays. Il n'a donc pas été surprenant de voir l'agence onusienne du Programme alimentaire mondial (PAM) faire confiance à Djibouti pour y installer sa base logistique pour le continent. ■

Au premier plan, la base militaire japonaise, et au fond, de l'autre côté de la piste de l'aéroport, le camp Lemonnier (base américaine).



PATRICK ROBERT



Le port polyvalent de Doraleh regroupe des installations modernes et offre des capacités de stockage importantes.

3. Un hub portuaire et commercial qui s'ouvre sur le monde

L'un des atouts majeurs de Djibouti réside dans sa position géostratégique, au carrefour de trois continents. La voie maritime reliant le détroit de Bab el-Mandeb au canal de Suez est l'une des plus fréquentées de la planète, comptabilisant le passage de près de 30 000 navires par an. Dès lors, le pays s'est naturellement imposé comme un incontournable hub portuaire, commercial et logistique. À la fin du XIX^e siècle, les Français, souhaitant rattraper leur retard sur les autres puissances coloniales présentes dans la région, décident d'y construire un port en eau profonde. Au milieu des années 1960, le port de Djibouti devient «le troisième de France», derrière Le Havre et Marseille. Après l'indépendance, le pays voit sa position géostratégique confortée en devenant, de facto, l'unique débouché maritime pour son voisin et allié éthiopien : à la suite d'un long conflit achevé en 1991, la séparation de l'Érythrée et de l'Éthiopie fait ainsi perdre l'accès à la mer à cette dernière en 1993. Le président IOG mesure les conséquences de ces bouleversements stratégiques et l'opportunité de développement que cela offre au pays.

À l'aube du XXI^e siècle, les équipements du port apparaissent vétustes, datant de l'époque coloniale. Le retard de Djibouti sur les ports concurrents de Salalah (Oman), Aden (Yémen), Djeddah (Arabie saoudite) et Jebel Ali (Émirats arabes unis) est alors considérable. IOG entame un projet de développement qui vise à augmenter l'offre portuaire via la réalisation d'un complexe comprenant plusieurs terminaux. Les travaux du terminal pétrolier Horizon démarrent en mars 2004 et sont achevés en 2006. Deux ans plus tard, le terminal à conteneurs de Doraleh (DCT), d'une capacité de traitement de 1,2 million d'EVP (unités de conteneurs équivalentes à vingt pieds), est à son tour opérationnel. L'infrastructure s'avère très rentable puisque son coût de réalisation (397 millions de dollars) est remboursé en huit ans. Trois nouveaux terminaux sont inaugurés par IOG en 2017. Le premier est le port polyvalent de Doraleh (DMP), qui regroupe des installations ultramodernes et offre des capacités de stockage importantes. Les deux autres sont des terminaux minéraliers : le port autonome de Ghoubet, dédié à l'exportation du sel (une réserve

quasi inépuisable du lac Assal), et le port de Tadjourah, qui fait notamment le lien avec le voisin éthiopien. Depuis 2017, pour assurer les dessertes vers Addis-Abeba, les installations portuaires sont prolongées d'une voie ferrée reliant les deux capitales.

En deux décennies, les investissements ont permis au port de Djibouti de rattraper son retard et de bénéficier d'une avance substantielle sur les concurrents de la sous-région. En 2020, il a ainsi été reconnu premier port à conteneurs en Afrique par la Banque mondiale. Le pays souhaite continuer d'étoffer son offre. C'était déjà le cas en 2015, lorsqu'il a décidé d'investir dans l'activité d'avitaillement des navires à travers la création de Red Sea Bunkering. Et c'est encore le cas pour le réaménagement du port historique : la première phase (2020-2023) mobilise 200 millions de dollars pour le chantier de réparation navale. Il disposera d'une cale sèche pouvant soulever et maintenir hors de l'eau des navires gros porteurs, une activité unique dans la région. Cette diversification doit confirmer le statut de Djibouti, considéré comme une plateforme portuaire, logistique et de service, ouverte sur l'Asie, l'Europe et l'Afrique. ■

4. Une volonté industrielle

Dans le cadre de la Vision 2035, le développement d'infrastructures ambitieuses et l'amélioration de la productivité sont considérés comme des priorités par le président Guelleh. Pour accompagner ces évolutions, le chef d'État refuse de cantonner le pays à un point de transit de marchandises et souhaite développer un tissu industriel national solide. Cette ambition s'inscrit dans une volonté claire de faire de Djibouti la Singapour de l'Afrique : un pays à la superficie modeste et aux ressources naturelles limitées, mais qui émerge du fait de sa stabilité, de ses performances économiques et de son poids dans le commerce maritime mondial. Pour ce faire, IOG s'attache à la mise en œuvre de deux projets majeurs : le Djibouti Damerjog Industrial Development (DDID) et le réaménagement du port historique.

Le 3 septembre 2020 a sonné le lancement de la première phase de développement du parc industriel de Damerjog, dont le coût atteindra les 3,8 milliards de dollars. Réalisé sur une période de quinze ans (2020-2035), en trois phases de cinq ans, le parc sera conçu sur un espace de 30 km² dont les deux tiers sont gagnés sur la mer. La construction d'une première raffinerie et de la jetée du terminal pétrolier, confiée au groupe marocain Somagec, sera suivie d'une seconde raffinerie, qui augmentera la capacité de production de 2,6 millions de tonnes à 13 millions de tonnes, soit un passage de 8000 à 40000 barils par jour. Dépourvu de ressources en hydrocarbures, Djibouti souhaite se donner les moyens d'entrer dans le club fermé des pays africains dotés d'une industrie pétrochimique.

La troisième phase verra naître les premières unités d'industries lourdes, avec un site de métallurgie, une cimenterie, un chantier naval et une usine de dessalement d'eau de mer.

Si la vocation industrielle de Damerjog est empreinte d'une dimension locale, la transformation du port historique en quartier d'affaires témoigne d'une ambition internationale. Le projet de 3 milliards de dollars prévoyait, outre le chantier de réparation navale livré en 2023, la construction de bureaux, d'un hôtel haut de gamme, d'une marina et d'un palais des Congrès. Cet espace est conçu selon les standards internationaux et consacré à l'innovation et à la fintech. Il devrait notamment permettre l'installation de bureaux régionaux de prestigieux cabinets de conseil (KPMG, Deloitte, EY) et de grands groupes économiques

(DHL, Cosco). Ce *business district* ciblera aussi les leaders du e-commerce (Alibaba, Amazon ou JD.com). L'objectif sous-jacent est la création de plus de 200 000 emplois, afin de ramener le taux de chômage à 10 % de la population active contre 45 % en 2019.

Enfin, consolidant son argumentaire à l'adresse des investisseurs, le pays a mis en place la future plus grande zone franche d'Afrique. Lancée en mars 2016, la Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ) devrait rassembler un investissement de 3,5 milliards de dollars. Déjà opérationnelle, la phase pilote est composée d'un site comprenant quatre pôles industriels spécialisés dans le commerce, la logistique, l'industrie et les services aux entreprises. Le complexe devrait générer 7 milliards de dollars d'échanges commerciaux d'ici l'an prochain. Comme un symbole de l'ambition industrielle et commerciale djiboutienne, la DIFTZ est considérée comme le premier jalon de la Zlecaf. ■

5. Un potentiel énergétique durable

Entre 1999 et 2019, la production d'électricité a triplé, passant de 192 à 605 mégawatts (MW). L'augmentation du nombre d'abonnés à Électricité de Djibouti indique une nette avancée dans le programme d'accès au plus grand nombre à l'énergie. Aujourd'hui, 60 % des ménages sont concernés, et le pays souhaite atteindre l'objectif des 90 % à l'horizon 2024. De la même manière, et parallèlement, l'accès à l'eau s'est considérablement amélioré, grâce à une hausse de la production (de 15,4 m³

à 21,1 m³) et à une baisse sensible des pertes sur le réseau (de 42,3 % à 26 %). Les villes de l'intérieur disposent désormais de leur réseau courant, et les villages sont mieux desservis par le système de citernes et de fontaines publiques. De plus, de nombreuses infrastructures contribuant à offrir un accès à l'eau ont été mises en service ou réhabilitées : 80 forages, station d'épuration de Douda, réhabilitation de 600 kilomètres de canalisations...

La densité du développement djiboutien s'accompagne forcément

de nouveaux besoins énergétiques. Le DDID permettra au pays de produire ses propres besoins en carburant et de devenir un acteur majeur du secteur gazier. Néanmoins, plus de 1 000 MW seront nécessaires au lancement des grands projets d'infrastructures nationaux : parc industriel de Damerjog, zone franche et *business district*. L'offre actuelle en électricité paraît donc insuffisante pour couvrir les besoins d'un pays devenu énergivore. Pour y répondre, l'ambition du président est de renforcer l'indépendance énergétique, tout en consolidant la part des énergies vertes. Ainsi, IOG souhaite couvrir 85 % des besoins énergétiques à travers les énergies renouvelables.

Djibouti bénéficie de trois atouts majeurs dont il souhaite tirer parti pour atteindre cet objectif. D'abord, il peut se tourner vers les richesses de son sous-sol aride à travers la géothermie, dont le potentiel est immense – les études estiment la production à plus de 1 000 MW d'ici 2024. Grâce à un financement de 31 millions de dollars de la Banque mondiale, les premiers forages ont confirmé que son potentiel géothermique était une source inépuisable d'énergie. De plus, Djibouti bénéficie de 3 240 heures (135 jours plein) d'ensoleillement par an et se place parmi les pays les plus ensoleillés du monde. Plusieurs infrastructures permettant de recueillir l'énergie solaire ont ainsi vu le jour au cours des dernières années. Sur une base de partenariat public-privé, le groupe français Engie a entamé la construction de la centrale solaire de Grand Bara, après avoir reçu le feu vert du gouvernement il y a quelques mois. Enfin, Djibouti recourt aussi à l'énergie éolienne. Le projet de parc prévu dans le Ghoubet, dont la capacité sera de 60 MW, est en phase terminale de réalisation. ■

6. Un développement vert

Djibouti offre un spectacle naturel intense, où les transformations de notre planète sont visibles à l'œil nu. Ceux qui ont eu la chance de s'y rendre peuvent témoigner de cette impression de remonter le temps et de se retrouver aux origines du monde. La nature offre des sites majestueux : la banquise de sel au lac Assal, les cheminées de calcaire au lac Abbé, ou encore la forêt millénaire au plateau du Day. Sa faune marine préservée et ses paysages géologiques étonnants côtoient son riche patrimoine culturel et archéologique. Les gravures rupestres datant du Paléolithique attestent de l'occupation humaine ancienne et de la riche histoire de ce pays. Au large des îles des Sept Frères ou dans le golfe de Tadjourah, les fonds marins des côtes brillent de leurs récifs de corail et de la diversité de leur faune protégée.

Le potentiel touristique est indéniable. Moteur du développement socioéconomique, le secteur du tourisme est l'une des priorités de la Vision 2035 d'Ismail Omar Guelleh. Le plan quinquennal 2019-2023 ambitionne d'augmenter le nombre de touristes à 267 000 visiteurs par an, créant ainsi plus de 5 000 emplois et mobilisant plus de 880 millions de dollars d'investissement. L'irruption du Covid-19 en 2020 a eu un impact important sur le secteur à Djibouti, et partout dans le monde. Ce qui a donc logiquement ralenti la progression espérée. Conscient des dommages du tourisme de masse, le gouvernement souhaite préserver la richesse environnementale du pays. La promotion du tourisme responsable est une composante de sa politique. C'est aussi ce que soutient Osman Abdi Mohamed, directeur de l'Agence

nationale du tourisme, qui plaide pour un développement préservant la durabilité des sites naturels. À Djibouti-ville, de nombreux projets d'aménagement vont dans le sens d'un urbanisme durable. Prévu pour 2023, le futur Océanorium, qui sera situé dans le *business district*, en est l'illustration. Ce centre de recherche scientifique à l'architecture singulière aura pour vocation de mettre en avant les riches écosystèmes marins de Djibouti, à l'aide d'une cinquantaine d'aquariums. Les besoins énergétiques du bâtiment seront produits en majorité par les capteurs solaires installés sur sa toiture.

Le climat tropical semi-aride dû à sa position géographique et la proximité du pays avec l'équateur impliquent qu'il ne soit pas épargné par le changement climatique. Ces conséquences néfastes se manifestent par une hausse des épisodes de sécheresse et des précipitations imprévisibles provoquant des inondations dévastatrices. Pour s'adapter à ces phénomènes, Djibouti prend des mesures innovantes associant infrastructures « grises », telles que les digues, et infrastructures « vertes », qui se basent sur des systèmes naturels ou semi-naturels ayant des conséquences positives sur l'environnement à long terme. Soutenu par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le pays a ainsi fait construire une digue de deux kilomètres de long à Tadjourah pour protéger la ville des inondations. Ce projet permettra de soutenir les efforts gouvernementaux pour restaurer les forêts de mangroves sur le littoral, très utiles pour lutter contre la hausse du niveau de la mer. Dans le combat mondial contre le changement climatique, l'initiative djiboutienne fait œuvre d'exemple. ■

7. Une ambition numérique

Limité à un étroit marché de 400 000 abonnés pour une population de 1 million d'habitants, Djibouti Télécom est pourtant leader numérique dans la Corne de l'Afrique. En matière de technologies de l'information, l'opérateur national devance largement la concurrence régionale, notamment grâce à deux décennies d'investissements qui ont permis au pays de développer un hub régional. À l'international, Djibouti Télécom compte parmi ses clients plus d'une centaine d'opérateurs et de *providers* tels qu'Orange, Cogent, Vodafone ou MTN Kenya. Djibouti s'appuie aussi sur l'émergence d'entreprises locales pour créer un écosystème numérique. Sur une pente technologique ascendante, le pays ne manque pas d'arguments pour séduire les groupes mondiaux qui cherchent à s'installer en Afrique.

Cette dynamique est nourrie par l'attitude proactive de l'État dans le secteur et par sa position centrale dans les systèmes de télécommunications mondiaux. Le pays a déjà investi plus de 150 millions de dollars dans ses

stations d'atterrissage, qui desservent six câbles sous-marins reliant l'Afrique à l'Asie, au Moyen-Orient et à l'Europe. Ces lignes sont indispensables à la transmission des données. Parmi elles, l'Eastern Africa Submarine System (EASSy) permet de connecter plus de 250 millions d'Est-Africains. Djibouti a même lancé une liaison régionale qui a conclu son atterrissage en février 2020 : le Djibouti Afrique Régional Express (DARE1), qui relie les deux principaux points d'accès télécoms de la région, Djibouti et Mombasa (Kenya). L'opérateur a pris en charge 65 des 80 millions de dollars investis dans ce câble de 5 000 kilomètres et détient 80 % du consortium qui l'a réalisé. Pour son directeur général, Mohamed Assoweh Bouh, le pays tend à devenir une passerelle entre les trois continents.

Pour concrétiser son ambition, le pays doit cumuler capacités de transmission, vitesse du débit et contenus. Dès lors, l'opérateur s'est doté du centre de données le plus performant de la Corne de l'Afrique. Ces installations intéressent les grands du numérique et des fournisseurs de CDN

Installation de la 4G par Djibouti Télécom.



(réseau de diffusion de contenu) qui envisage la réalisation d'un immense data center à Khor Ambado, dans la DIFTZ. Ce projet, dont le memorandum est en cours de finalisation, deviendra la pierre angulaire du plan Smart Africa, porté avec le président rwandais Paul Kagame. Le gouvernement a aussi annoncé, en juillet, l'ouverture du capital de Djibouti Télécom. La promesse d'une prise de participation « minoritaire mais significative » associée à la conjoncture favorable du pays offrent une perspective attractive sur le long terme. En attendant d'aller plus loin dans le développement de sa stratégie d'expansion internationale, Djibouti bénéficie d'un argument de poids face à la concurrence régionale : les capacités numériques de ses installations. ■

8. Un cadre financier attractif

Djibouti est un hub à quatre dimensions : logistique, commerciale, numérique et financière. Sa position géostratégique a été mise en valeur à travers des investissements colossaux dans les infrastructures portuaires, routières et ferroviaires. À cela se sont ajoutées plusieurs réformes qui ont permis d'assainir le climat des affaires et de rendre le pays attractif pour

les investisseurs. Dès son accession au pouvoir, Ismaïl Omar Guelleh va dans le sens d'une libéralisation de l'économie. Il renforce les prérogatives et les missions de la Banque centrale de Djibouti (BCD) et, en 2011, entreprend une refonte de la législation bancaire pour l'adapter aux contingences modernes du marché. Fait important, la convertibilité du franc Djibouti (DJF) en devises est sans limite, et le taux

de change avec le dollar (USD) reste inchangé depuis près d'un demi-siècle (1 USD = 177,721 DJF). Soutenus par une dynamique de croissance sur les deux dernières décennies, la stabilité monétaire et l'entretien du cadre légal ont renforcé la crédibilité du pays.

De la même manière, le secteur bancaire s'est fortement diversifié grâce aux réformes successives. Entre 2000 et 2020, les fonds propres sont passés

de 7,8 à 41,7 milliards de DJF. Le secteur a dégagé un résultat net de plus de 1,55 milliard en 2020 – malgré la crise sanitaire –, contre 803 millions en 2000. Le taux de bancarisation a suivi la tendance continentale, triplant entre 2010 et 2020. S'élevant aujourd'hui à plus de 28 %, il reste relativement faible. Cependant, l'attractivité financière de Djibouti ne s'exprime pas uniquement en termes de matière locale. Elle s'apprécie aussi en termes de perspectives d'affaires au-delà des frontières nationales. Le pays a su créer une place financière régionale qui, par exemple, dessert une part importante des capitaux de son voisin somalien. En ce sens, le gouverneur de la BCD, Ahmed Osman [voir interview pages précédentes], a souligné la solidité des institutions financières nationales qui ont l'opportunité d'accéder au vaste marché du COMESA et à celui de la Zlecaf. À Djibouti-ville, la présence de deux des plus importantes institutions chinoises, Exim Bank of China et Silkroad International Bank, témoigne aussi de l'attractivité de ce pays perçu comme sûr et stable.

Avec l'appui de la Banque mondiale, un chantier de modernisation de l'infrastructure financière nationale a été lancé. Il devrait stimuler l'automatisation et la dématérialisation des transactions en promouvant les moyens technologiques modernes. Cette initiative tend également à favoriser l'émergence de nouvelles activités financières, tels que le crédit-bail ou le très africain mobile banking. Le développement du secteur de la fintech fait aussi partie des priorités de la Vision 2035 du président. Le *business district*, qui va naître du réaménagement du port historique, en deviendra le pôle principal, utilisant ses hautes capacités numériques pour attirer de grands groupes internationaux. ■



Cérémonie d'inauguration du nouveau campus de l'Université de Djibouti, en février 2018.

9. Un investissement déterminé dans l'inclusivité

Il y a vingt ans, Djibouti était un port à l'héritage colonial dont les perspectives de développement n'étaient pas assurées. Aujourd'hui, le pays s'impose comme une solide plate-forme. En deux décennies, le PIB du pays a été multiplié par six, le revenu par habitant par cinq. Cet effort national s'est aussi inscrit dans le domaine social, à travers la promotion d'une économie réellement inclusive profitant au plus grand nombre. Cela est particulièrement visible dans le domaine de l'éducation. Djibouti consacre 6,5 % de la richesse nationale par an à ce secteur, ce qui représente le premier poste budgétaire de l'État. Les chiffres illustrent parfaitement l'effort fourni : entre 1999 et 2020, le nombre de collèges et de lycées est respectivement passé de 4 à 69 et de 2 à 35. De la même manière, le taux de scolarisation en primaire atteint désormais 92,2 %. L'augmentation de la scolarisation des filles a ainsi bondi de plus de 90 % en vingt ans.

En 1999, le pays ne comptait aucune université. On dénombre aujourd'hui

plus de 10000 étudiants répartis au sein des 40 filières de formations supérieures, qui incluent l'ingénierie, la médecine, les sciences, les lettres, le droit ou encore l'économie. L'Université de Djibouti s'est dotée d'un centre d'excellence africain pour la logistique et le transport ainsi que d'un observatoire est-africain pour les changements climatiques globaux. Cette initiative est en phase avec la réalité socioéconomique du pays et s'inscrit dans une dimension continentale. Chaque année, l'établissement alimente le marché du travail de 1613 nouveaux cadres. Sous l'impulsion du président IOG, le budget de l'éducation et de la formation professionnelle n'a cessé de grimper. Il atteint aujourd'hui les 115 millions de dollars et permet de soutenir les élèves du cycle primaire défavorisés avec des fournitures et des livres scolaires, et la distribution de repas quotidiens. Les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle ont une composante importante : l'inclusivité.

Dans un contexte global complexe en matière de santé publique, le pays tire son épingle du jeu, grâce notamment au plan national de développement sanitaire (PNDS). Ce programme quinquennal a été institué par IOG depuis 2001. Le PNDS 2020-2024 dispose d'un budget de 348 millions de dollars qui donne les moyens au personnel de santé de pratiquer dans de bonnes conditions et offre également aux Djiboutiens un système de santé à la hauteur des enjeux sanitaires nationaux. Depuis la création de la faculté de médecine en 2007, les effectifs du secteur sont en constante hausse : 1 664 en 2008, contre près de 4 000 en 2019. Les investissements entrepris ont été déterminants dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Sur 13 501 cas déclarés, plus de 98 % ont été soignés.

À la fin des années 1930, Djibouti-ville comptait moins de 20 000 habitants. Elle en dénombre aujourd'hui près de 600 000. Le dynamisme des deux dernières décennies a transformé le visage de la capitale, notamment via le développement de l'habitat. Porté par les programmes de logements sociaux et la multiplication des opérations immobilières, le secteur du BTP a enregistré une hausse de 900 % en vingt ans. À travers une approche inclusive, le gouvernement est très actif dans la construction de logements. Ainsi, sur les 6 000 unités de logement construites depuis 1999, 2 500 l'ont été par la Fondation IOG, créée en 2016 par le président djiboutien. Grâce au partenariat public-privé, l'objectif du quinquennat actuel est d'atteindre les 10 000 unités construites. ■

par des partenariats militaires. Les installations successives de cinq bases étrangères sur le territoire ont d'abord confirmé la stabilité et la sûreté de Djibouti aux yeux des grandes puissances internationales. La mise à disposition par IOG de ses forces armées aux opérations de maintien de la paix a permis de rendre plus audible la voix du pays. Parmi les casques bleus de l'ONU et les casques verts de l'Union africaine, on compte ainsi plusieurs centaines de soldats djiboutiens. Depuis 2011, le pays participe activement à la Mission de l'Union africaine en Somalie, assumant une nouvelle fois son rôle de puissance régionale stabilisatrice.

À la dimension militaire s'ajoute l'économique, qui vient appuyer le plan Vision 2035. Djibouti renforce ses liens avec ses principaux bailleurs de fonds et partenaires, tout en s'assurant de l'efficacité du suivi bilatéral de l'aide financière. C'est le cas à travers son partenariat avec la Chine. La portée de l'accord entre les deux pays est immense. Pour preuve, les huit plus grands projets d'infrastructures commencés par IOG sont financés par l'Exim Bank of China et China Merchants Group. Avec l'Éthiopie, Djibouti partage une complémentarité économique qui fait œuvre de modèle d'intégration régionale. Le port étant l'unique voie de passage des importations et exportations de son voisin – qui a perdu l'accès à la mer en 1993 –, le pays tire alors parti du volume global de son import, qui devrait tripler entre 2015 et 2025. Considéré comme un intermédiaire honnête sur la scène internationale, Djibouti a doublé le nombre de ses représentations diplomatiques depuis 2006 et en dénombre près de 50. Pourtant, un État de cette taille n'en compte en moyenne que sept. Il est désormais en mesure d'exercer une influence significative. ■

10. Une diplomatie active

Du fait de sa superficie, de sa population et de la quantité de ses ressources naturelles, Djibouti est considéré comme un petit État. Le président est conscient des implications : il est impératif d'adopter une diplomatie active. Dès son arrivée au pouvoir, IOG marque une rupture avec son prédécesseur, Hassan Gouled Aptidon – qui favorisait la neutralité passive –, et œuvre à la construction du *soft power* djiboutien. Dès lors, la diplomatie de neutralité agissante est devenue indispensable pour défendre les intérêts stratégiques du pays. Sa présence croissante dans les questions régionales et son implication active dans les médiations entre ses voisins en ont progressivement fait une puissance incontournable dans la région.

Ce nouveau paradigme s'est rapidement illustré en 1999, lorsque

IOG intègre le comité chargé de piloter la médiation entre Addis-Abeba et Asmara. Quelques mois plus tard, en Somalie, il pilote les négociations entre les parties en conflit et œuvre à la mise en place d'institutions reconnues. En novembre 1999, il met à profit le sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement à Djibouti pour réunir le président soudanais et son opposant afin de faciliter la signature d'un accord de règlement de crise. Plus récemment, en janvier 2021, une mission djiboutienne a réussi à calmer les esprits entre la Somalie et le Kenya, en conflit frontalier. Pendant les deux décennies qui suivent l'arrivée au pouvoir d'IOG, le pays soigne son statut d'interlocuteur privilégié sur la scène internationale.

L'un des aspects majeurs de son action diplomatique se caractérise